

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 24/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DECONS ATLANTIQUE

Les Carrières Noires
17620 Échillais

Références : 0007202079/2025/648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 novembre 2025 dans l'établissement DECONS ATLANTIQUE implanté Les Carrières Noires 17620 Échillais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été destinatrice d'une plainte pour nuisances sonores en provenance d'un riverain. La visite d'inspection s'inscrit dans le traitement de cette plainte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECONS ATLANTIQUE
- Les Carrières Noires 17620 Échillais
- Code AIOT : 0007202079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECONS NORD AQUITAINE a repris les activités anciennement exercées par la société Ets Decons SAS (en 2018). La société Decons Nord Aquitaine exploite sur la commune de Echillais une installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets métalliques ainsi qu'une installation de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usages.

Les installations relèvent du régime d'autorisation. Les activités ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 7 janvier 1977. Les prescriptions ont été actualisées par arrêté préfectoral du 23 mai 2006 puis 15 novembre 2012. L'activité de dépollution de véhicules hors d'usages est agréée par arrêté signé en dernier lieu le 14 janvier 2020 (PR1700007D).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a été destinatrice d'une plainte pour nuisances sonores en provenance d'un riverain. Lors de l'inspection, les opérations de cisailage et de pressage étaient à l'arrêt. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une mesure de la situation acoustique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 9.2.2.2	Demande d'action corrective	15 jours
3	Hauteur des tas de déchets de métaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.2.1, 6.2.2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a été destinatrice d'une plainte pour nuisances sonores en provenance d'un riverain. Lors de l'inspection, les opérations de cisailage et de pressage étaient à l'arrêt. Il est demandé à l'exploitant de réaliser une mesure de la situation acoustique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.2.1, 6.2.2					
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques					
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/08/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites					
Prescription contrôlée : <p>Le site ne fonctionne que du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 14h à 18h et le samedi de 8h à 12h. Le dimanche et les jours fériés ne sont pas travaillés. Les niveaux de limites de bruit et d'émergences ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <table><tr><th>PÉRIODES</th><th>PÉRIODES DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanche et jours fériés)</th></tr><tr><td>Niveau sonore limite admissible</td><td>70 dB (A)</td></tr></table> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones d'émergence réglementée. [...]</p> <p>L'activité en dehors des périodes de jour est interdite.</p>		PÉRIODES	PÉRIODES DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanche et jours fériés)	Niveau sonore limite admissible	70 dB (A)
PÉRIODES	PÉRIODES DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanche et jours fériés)				
Niveau sonore limite admissible	70 dB (A)				
Constats : <p>L'inspection des installations classées a été destinatrice d'une plainte pour nuisances sonores en provenance d'un riverain. Le jour de l'inspection, les opérations de cisailage et de pressage ne sont pas réalisées.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les horaires sont respectées.</p>					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 2 : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 9.2.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores	
Prescription contrôlée : <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée en cas de plainte ou sur demande de l'inspection des installations classées, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.</p>	
Constats : <p>L'inspection des installations classées a été destinatrice d'une plainte pour nuisances sonores en provenance d'un riverain. Le jour de l'inspection, les opérations de cisailage et de pressage ne sont pas réalisées.</p> <p>Lors de la précédente inspection en date du 24 août 2023, il a été demandé à l'exploitant de réaliser une mesure de bruit afin de s'assurer du respect des valeurs limites de bruit en limite de propriété et des émergences. À cet effet, les maisons riveraines de l'installation doivent être prises en compte dans les mesures. Le fonctionnement des installations devant être représentatif, il a été demandé à l'exploitant que les mesures soient réalisées, à minima, avec les pelles mécaniques (sur roue et à chenilles), la presse et la cisaille en fonctionnement.</p> <p>En complément à sa réponse en date 31 octobre 2023, l'exploitant indique : "<i>Il ne peut être</i></p>	

demandé à l'exploitant de « sur-utiliser » l'ensemble de ses équipements lors des mesures, tout comme l'inverse."

L'étude n'a pas été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit effectuer, sous deux mois, une mesure des niveaux sonores.

Sous 15 jours, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées le nom de l'organisme choisi pour réaliser les mesures de bruit. Le prestataire sera différent de celui ayant effectué la dernière mesure de bruit. Ce choix doit faire l'objet d'une validation préalable de l'inspection des installations classées.

Les mesures de bruit seront réalisées conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Des mesures en limite de propriété et dans les zones à émergences réglementées seront effectuées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des mesures sous un mois après la réception de l'étude et le cas échéant, précise les actions correctives mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Hauteur des tas de déchets de métaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV

Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des tas de déchets de métaux

Prescription contrôlée :

IV. Entreposage des déchets

[...]

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'au moins deux tas de ferrailles présents sur le site dépassaient la hauteur limite de 6 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter la hauteur limite de stockage des ferrailles et métaux fixées à 6 mètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois